

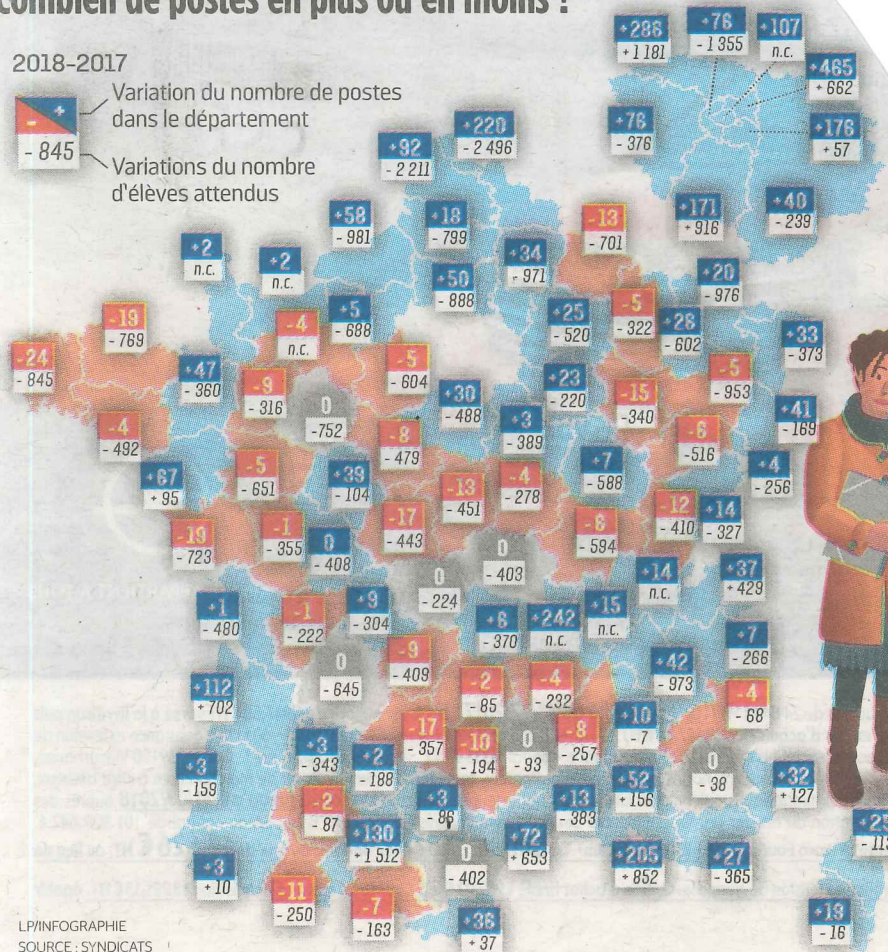
Combien de postes en plus ou en moins ?

2018-2017



Variation du nombre de postes dans le département

Variations du nombre d'élèves attendus



LP/INFOGRAPHIE
SOURCE : SYNDICATS

LE PARISIEN
MERCREDI 7 MARS 2018

Pourquoi tant de fermetures

ON APPELLE CELA la « carte scolaire ». De janvier à mars, les inspecteurs d'académie décident des ouvertures et des fermetures de classes en fonction du nombre d'enfants. Des ajustements pourront avoir lieu, mais, pour l'essentiel, tout se joue en ce moment

CLASSES DÉDOUBLÉES

Pour cette première rentrée préparée sous l'ère Macron, toutes les classes de CP de l'éducation prioritaire (REP) et la moitié des CE1 dans les réseaux d'éducation prioritaire renforcés (REP+) vont être dédoublés. Objectif : 12 élèves par classe. A cette fin, 3881 postes sont créés. Le gouvernement table sur la baisse du nombre d'écoliers mais, « sur les 6 200 postes

nécessaires, il en manque 1 000, affirme Francette Popineau, porte-parole du Snuipp. Cela signifie que ces 1 000 classes sont prises ailleurs ». Ainsi, dans la Sarthe, les dédoublements dans 8 écoles nécessitent 34 profs de plus. Or le département ne gagne aucun poste : les moyens seront issus de redéploiements, facilités par la chute des effectifs (- 752).

MOINS D'ÉLÈVES

Une partie des suppressions de postes ont des raisons démographiques. Il y aura 32 657 écoliers en moins en septembre, dont les deux tiers dans les 49 départements les plus ruraux. « Mais fermer une classe dans une petite école désorganise un village, car les parents hésitent à mettre leurs enfants dans des classes à trois, voire quatre niveaux », relève Stéphane Crochet, secrétaire général du syndicat SE-Unsa. Des seuils sont fixés pour gérer les fluctuations : à Paris, on fer-

mera une classe si le nombre moyen d'élèves par classe est inférieur à 24,3 dans une élémentaire de 10 classes. Dans la Manche, ce seuil peut être à 20 pour une élémentaire de 5 classes.

LE CAS DES ÉCOLES RURALES

« Si on s'en tenait aux chiffres, on fermerait 1 200 classes dans les zones rurales, or ce n'est pas ce que nous faisons ! » glisse-t-on au ministère, qui n'admet que « 200 à 300 suppressions » à la campagne. Pour autant, même si la perte d'élèves peut être massive à l'échelle d'un département (le Nord perd 2 500 écoliers à la rentrée, l'Isère près d'un millier), « les baisses sont en fait disséminées d'une école à l'autre : deux en moins ici, un autre là... » constate Julien Cristofoli, enseignant délégué du syndicat Snuipp dans la Sarthe. Résultat : des écoles subissent des fermetures, parfois à un élève près, dans l'incompréhension générale.

CH.B.